



INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°6

LE PRINCIPE DE SUBSIDIARITÉ

Le principe de subsidiarité a été introduit dans le droit européen par le traité de Maastricht (en 1992) et fut ensuite consacré comme principe fondamental de l'Union européenne dans le traité de Lisbonne (en 2007). L'idée générale est que la responsabilité d'une action publique doit être confiée à l'échelon pertinent le plus proche possible du citoyen, qu'il s'agisse de l'Union européenne, des Etats, des Régions ou des communes.

Article 5 du Traité sur l'Union européenne

« En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union. »

L'application du principe de subsidiarité

Dans le cadre de la législation européenne, le principe de subsidiarité va de pair avec une obligation de proportionnalité, qui exige que les normes édictées n'excèdent pas ce qui est nécessaire à la réalisation des objectifs, par exemple en évitant des législations trop détaillées.

Dans le cadre de l'Union européenne, le principe de subsidiarité ne s'applique qu'aux questions relevant d'une compétence partagée entre l'Union et les États membres. Il n'est donc pas opposable lorsque...

- La politique publique concernée relève de la compétence exclusive de l'UE (union douanière, concurrence...)
- La politique publique concernée relève de la compétence exclusive des Etats (droit de la nationalité, fiscalité...)

Le « protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité » du traité de Lisbonne mentionne ainsi trois critères visant à confirmer ou non l'opportunité d'une prise de décision globale à l'échelle de l'UE :

- L'action publique concernée a-t-elle des aspects transnationaux qui ne peuvent pas être réglés par les États membres ?
- Une action nationale ou l'absence d'action seraient-elles contraires aux exigences du traité ?
- Une action au niveau européen présente-t-elle des avantages manifestes ?

L'enjeu du principe de subsidiarité

Compte tenu de la nature hétérogène des États membres de l'Union européenne, le principe de subsidiarité est devenu fondamental pour assurer le bon fonctionnement de l'UE et favoriser une intégration européenne efficace dans chacun des États.

Loin d'être un gadget juridique ou administratif, il permet une prise de décision plus efficace à l'échelle européenne, en déterminant de façon très concrète quand est-ce que les institutions européennes sont compétentes pour édicter des normes et quand elles ne le sont pas, afin que les décisions soient prises le plus près possible des citoyens :

- Il permet à l'UE d'agir quand les États membres ne peuvent pas apporter de solution efficace isolément
- Il permet de préserver les compétences des États membres quand l'action européenne n'apporte pas plus d'efficacité

C'est tout le paradoxe du principe de subsidiarité dans le cadre de la construction européenne : il vise à rapprocher l'UE et ses citoyens en garantissant qu'une action soit prise au niveau local lorsque cela s'avère nécessaire plutôt qu'en imposant une décision hors-sol prise à Bruxelles.

Un corollaire : le principe de suppléance

Si le principe de subsidiarité veut que ce soit l'échelon le plus petit possible qui agisse pour la mise en œuvre d'une politique publique, le principe de suppléance consiste à ce que l'entité de l'échelon supérieur vienne soutenir l'entité inférieure si le dossier à gérer excède ses capacités.